

INTRODUCTION

Il est coutume — à juste titre ou non — de voir dans la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme (commission Bird) un moment privilégié de prise de conscience par la population — masculine mais surtout féminine — du statut de citoyennes de seconde catégorie des Canadiennes. Dans son rapport final paru en 1970, la Commission formulait plus de 167 recommandations, ce nombre étant en soi révélateur de l'importance des différences dans les conditions de vie des femmes et des hommes au Canada. Trente ans plus tard, les choses se sont certes modifiées, ce qui a suscité maintes réflexions et recherches sur les rapports entre les femmes, le politique et l'État. Cependant, pour toutes sortes de raisons, ces recherches ont surtout donné lieu à des publications en langue anglaise. Le présent ouvrage veut combler, du moins en partie, cette lacune dans les publications en français sur les femmes et la représentation politique au Canada¹.

DES REGARDS QUI PRIVILÉGIENT L'UNITÉ ET LA DIVERSITÉ

Unité et diversité sont les notions à partir desquelles il faut envisager le présent ouvrage. En effet, *Femmes et représentation politique* témoigne d'une unité tant dans l'objet d'étude, l'approche

privilegiée que dans les conclusions. Ainsi, en concentrant nos efforts sur un objet d'étude aussi circonscrit que la représentation politique des femmes au Québec et au Canada, notre intention n'est certes pas de nier l'importance de cette thématique de recherche ailleurs dans le monde, ou même d'ignorer l'apport des approches comparatives dans ce domaine. En fait, notre objectif est — nous l'avons dit — non seulement de combler un vide manifeste dans les publications de langue française sur les femmes et la politique au Canada, mais surtout de créer l'occasion d'approfondir nos réflexions spécifiquement sur ce pays.

L'approche féministe est un deuxième élément permettant de penser les textes de cet ouvrage en termes d'unité. L'analyse féministe s'inscrit dans le giron du mouvement des femmes en ce qu'elle privilégie le quotidien des femmes comme espace d'analyse et qu'elle interprète les rapports entre les sexes en termes de pouvoir. Le sexe n'est plus une simple variable indépendante de l'analyse (au même titre que l'âge, la scolarisation, l'occupation ou autres), mais en devient la trame de fond, l'essence de la réflexion. De la même façon, la recherche féministe vise à cerner les modalités de réalisation d'une société caractérisée par des rapports égaux entre les femmes et les hommes. Comme l'explique Huguette Dagenais, « le féminisme en recherche est une forme d'analyse de la société issue de et nourrie par le mouvement des femmes, un mouvement social à plusieurs voix/voies qui vise la transformation en profondeur des rapports sociaux en vue d'une société égalitaire » (1987 : 20).

Finalement, plusieurs des conclusions formulées dans les articles se rejoignent. D'abord, il nous faut prendre acte du consensus qui se dégage des réflexions concernant le rôle secondaire dévolu aux femmes dans la société politique canadienne, que ce soit en raison de leur marginalisation dans la pensée politique et la pratique scientifique, de leur exclusion des lieux de la gouvernance politique ou de la dynamique conflictuelle qu'elles entretiennent avec l'État. Pourtant, il se dégage également des textes une volonté de s'affranchir du statut de citoyennes de seconde catégorie, et ce, par une multiplicité de stratégies : se réapproprier le savoir, intégrer le pouvoir politique en vue d'en modifier les règles du jeu en faveur des femmes, intervenir auprès de l'État pour limiter les effets néga-

tifs de ses décisions sur les femmes, mettre en place des structures alternatives aux pouvoirs politiques, etc. En somme, ces textes sont porteurs d'une force, celle de dépasser un discours de victimisation, pour y substituer une vision où les femmes se réapproprient leurs vies et leurs devenirs.

Mais au-delà d'une unité dans l'objet d'étude, l'approche et les conclusions, la notion de diversité permet aussi de caractériser le contenu de *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*. En effet, on y trouve un large éventail de questionnements, portant sur la conceptualisation de la notion de représentation politique, les études féministes comme source d'*empowerment* pour les femmes, les modalités d'insertion des femmes aux institutions démocratiques et leurs pratiques de la représentation politique, les transformations dans les rapports des femmes à l'État, etc. Un tel éventail témoigne du vaste intérêt et de l'originalité des chercheuses canadiennes pour l'analyse des rapports des femmes à la société politique.

Outre que les travaux présentés ici s'inspirent du féminisme, ils résultent le plus souvent de l'application de méthodologies qualitatives, et reposent sur l'usage d'instruments de collecte des informations diversifiés : entrevues semi-directives, analyses documentaires, analyses de politiques publiques, études de cas, observations participantes. Sans mentionner que l'approche critique accompagne constamment les analyses et les réflexions des auteures. Cette diversité dans les méthodologies nous semble respecter une des préoccupations des chercheuses féministes, soit celle de recourir à une multiplicité de méthodes de recherche dans la production du savoir.

Les textes présentés s'inspirant de divers points de vue sur la représentation politique des femmes au Québec et au Canada, nous les avons synthétisés selon quatre principales dimensions, lesquelles président à l'organisation de l'ouvrage.

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE SOUS L'ANGLE D'UNE PENSÉE POLITIQUE CRITIQUE

Les trois textes de cette première section ont pour point commun de proposer une réflexion sur les difficultés de penser la représentation politique des femmes dans le contexte théorique et institutionnel présent. S'y ouvre également un espace de réflexion sur la position ambiguë, certes, mais stratégique des études féministes dans nos universités.

Marie-Blanche Tahon articule sa réflexion autour de la notion d'inclusion au politique, en privilégiant le rapport entre maternité et exclusion politique des femmes. Pour elle, c'est la rupture d'une assimilation entre la « femme » et la « mère » qui a permis l'accès à une véritable citoyenneté pour les femmes. La mère, par son exclusion du politique, est l'actrice qui a rendu possible la représentation du politique. Dans cette pensée, la liberté de l'avortement vient désassimiler femme et mère, en extirpant l'être de sexe féminin de son double postulé : la mère. Dès lors, la reconnaissance aux femmes du droit de contrôler leur fécondité permet leur inclusion au politique.

À partir des réflexions actuelles en philosophie politique sur la démocratie et en se basant sur l'expérience politique de la dernière vague féministe, **Diane Lamoureux** propose de repenser la question de la citoyenneté, c'est-à-dire de la liberté et de l'action politique, en tenant compte de trois impératifs : l'inclusion, l'égalité et la reconnaissance de la diversité. C'est sur cette base que peut s'articuler la réflexion autour d'une politique qui prend sa source dans le féminisme, mais qui ne se limite pas aux femmes et refuse de prendre appui uniquement sur le féminin.

Micheline de Sève traite aussi d'inclusion des femmes à la société dominante, au monde universitaire, cette fois, ce qui n'est certes pas dépourvu de dimensions politiques. Elle voit dans les études féministes un lieu privilégié d'action politique pour les femmes, notamment parce qu'elles leur ouvrent les portes du savoir. En effet, les études féministes, qui ont accédé non sans difficultés à la reconnaissance académique, proposent un regard critique et politique sur nos connaissances scientifiques — doublement marquées du sceau du sexisme et de l'androcentrisme —, en offrant la possibilité de les

déconstruire et de les reconstruire pour y intégrer le « parti pris des femmes ». En outre, Micheline de Sève évoque la position parfois délicate qu'occupent les femmes dans les universités².

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE EN TERMES DE PRÉSENCE AU SEIN DES INSTITUTIONS POLITIQUES

La seconde section porte sur les rapports entre les femmes et les institutions politiques canadiennes. Elle comporte trois textes, dont la préoccupation commune est de traiter, sous des angles différents, des modalités de participation des femmes aux institutions politiques.

Manon Tremblay et **Édith Garneau** se sont intéressées aux attitudes des femmes élues à la Chambre des communes du Canada en octobre 1993 par rapport à la question de la représentation politique des femmes. Les auteures suggèrent que cette représentation des femmes n'implique pas que des conduites et s'exerce davantage à un palier symbolique, notamment par le moyen d'une transformation de la culture politique. Cette représentation passe par une « démasculinisation » du politique, pour intégrer des valeurs plus près des expériences des femmes. Autrement dit, la présence de femmes dans l'arène parlementaire contribue à modifier l'univers symbolique du politique.

Candidate à la mairie de Montréal en novembre 1994, **Yolande Cohen** nous livre le fruit de son expérience. Inscrivant sa réflexion dans ses travaux réalisés sur les femmes et la représentation politique depuis la publication de *Femmes et politique* en 1981, la démarche d'observation participante à laquelle s'est prêtée Yolande Cohen lui permet de faire ici la synthèse de deux pôles souvent dichotomisés, soit la théorie et la pratique. En réfléchissant sur sa propre expérience, elle conclut que le problème réside moins dans la représentation accrue de femmes en politique, que dans la représentation de féministes ou de démocrates. Yolande Cohen pense que la gauche a particulièrement besoin de renouveler le discours sur la démocratie, ce que peut favoriser une meilleure intégration des apports de la théorie féministe.

Chantal Maillé nous fait découvrir tout un univers politique encore peu traité par les recherches, soit celui des commissions scolaires. Son texte est porteur de plusieurs idées importantes, la première étant que les commissions scolaires constituent un objet d'étude propre à saisir la nature de la participation des femmes à des activités politiques qui privilégient le communautaire plutôt que l'État. Puis, l'idée que les commissions scolaires s'inscrivent dans une filière d'engagement vers d'autres paliers politiques, notamment le milieu paroissial, vu comme un véritable espace de socialisation politique pour les femmes. Finalement, Chantal Maillé suggère que la forte proportion de femmes dans les commissions scolaires est reliée à la souplesse de ces structures politiques.

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE COMME CRITÈRE D'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Dans cette troisième partie, il s'agit de réfléchir sur les mécanismes en vertu desquels les intérêts des femmes sont ou non représentés dans le processus de prise des décisions publiques. Pour l'essentiel, les textes de Danielle Dufresne et de Caroline Andrew montrent que les décisions publiques ne sont pas neutres, mais qu'elles affectent (souvent négativement) la vie des femmes ; elles analysent les effets de décisions gouvernementales sur les femmes et les stratégies déployées par ces dernières pour y répondre.

Danielle Dufresne brosse un tableau de l'évolution de quelques politiques sociales québécoises et canadiennes. Selon son idée maîtresse, l'État-providence a successivement et simultanément été androcentriste et émancipateur pour les Québécoises. L'auteure concentre son analyse des rapports des femmes à l'État-providence durant trois périodes historiques, soit de 1940 à 1960, de 1960 à 1980, finalement de 1980 à maintenant. Elle conclut entre autres choses que la citoyenneté des femmes a varié au fil du temps, passant d'une citoyenneté de la différence, jusqu'aux années 1960, à une citoyenneté de l'égalité depuis la Révolution tranquille. Pourtant, cette égalité n'en dissimule pas moins des rapports de subordination des femmes à l'État-providence.

La construction des enjeux municipaux en matière de condition sociale des femmes est l'objet d'étude de **Caroline Andrew**. À partir de questionnements soulevés à l'échelle mondiale, elle démontre de quelle façon Toronto et Vancouver ont construit leur rôle dans le domaine de la sécurité urbaine. Son observation met au jour des conceptions différentes de la sécurité urbaine: alors qu'à Toronto la question de l'équité pour les femmes constitue le cœur de l'enjeu, à Vancouver on parle plutôt d'une qualité de vie pour l'ensemble de la population — dont les femmes, définies comme un groupe «vulnérable» parmi d'autres. Les explications avancées par Caroline Andrew appellent une dynamique sociopolitique complexe, où s'enchevêtrent des facteurs internes et externes aux institutions municipales.

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE À TRAVERS LA MOBILISATION SOCIALE

La dernière section de l'ouvrage, composée de trois textes, se concentre sur la mobilisation du mouvement des femmes, ses revendications et ses luttes. Les textes de cette partie privilégient le discours critique des mouvements sociaux comme espace alternatif de représentation politique des femmes, voire comme *le* lieu même de leur représentation politique.

La capacité critique du mouvement des femmes nous est révélée dans le texte de **Martine Perrault** et **Linda Cardinal**. Leur analyse du jugement Morgentaler de janvier 1988 démontre comment le Droit peut affecter la représentation politique des femmes, notamment à un palier symbolique. En effet, plus que de rendre l'avortement accessible, les luttes pour le droit au choix en matière d'avortement contribuent à modifier la représentation des femmes elles-mêmes; en les considérant comme des êtres humains à part entière, le jugement Morgentaler offre la possibilité de penser les femmes autrement qu'à travers la maternité. Les luttes pour le droit au choix participent ainsi à la construction de l'autonomie des femmes et favorisent leur participation à l'élaboration du social.

Les deux derniers textes, celui de Winnie Frohn et Denise Piché et celui de Marie-Andrée Couillard, nous entraînent dans l'univers

des stratégies des groupes féministes à Québec. **Winnie Frohn** et **Denise Piché** réfléchissent sur les rapports entre le mouvement des femmes et les stratégies d'action politique au niveau municipal. Elles soutiennent que le Conseil régional de concertation et de développement de Québec et la commission permanente Femmes et Ville de Québec transforment les rapports entre le mouvement des femmes et les pouvoirs locaux, et ce, au moins à deux égards: en initiant les femmes au développement régional et à l'administration municipale; en atténuant les risques liés à l'institutionnalisation des demandes formulées par les femmes. Bien que les auteures soulignent les limites de toute stratégie d'inclusion aux institutions politiques, les deux expériences analysées font la preuve qu'à l'occasion certaines structures étatiques peuvent constituer des alliées du mouvement des femmes.

Pour sa part, **Marie-Andrée Couillard** soutient que le rôle des groupes féministes dans la représentation politique des femmes ne tient pas tant à leur capacité de cerner les intérêts de ces dernières qu'à celle d'offrir un lieu d'appropriation des divers discours sur la position sociale des femmes. À l'instar de Martine Perrault et Linda Cardinal, qui interpellent l'aspect symbolique de la représentation, Marie-Andrée Couillard affirme que les groupes féministes constituent un lieu où les femmes transforment la perception qu'elles ont d'elles-mêmes afin de se reconnaître comme sujets féministes. En conclusion, l'auteure se demande si le discours utilitariste centré sur les plus marginalisées ne provoque pas un déplacement des objectifs politiques qui caractérisent le mouvement féministe vers des objectifs socio-économiques qui ne lui sont pas exclusifs.

En terminant, il importe de mentionner que les textes regroupés ici ont d'abord fait l'objet d'une présentation et d'une discussion dans le cadre du colloque *Femmes et représentation politique au Canada/Women and Political Representation in Canada*, tenu à l'Université d'Ottawa, les 29 et 30 septembre 1994. Les auteures ont alors exposé une esquisse de leurs réflexions, lesquelles trouvent une forme d'achèvement plus complète et intégrée dans le présent ouvrage. La tenue de ce colloque a bénéficié du soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (subvention n° 643-94-0154), de la Faculté des sciences sociales et de l'École des études supérieures de l'Université d'Ottawa. Les organisatrices de ce colloque tiennent à remercier les

bailleurs de fonds pour la confiance exprimée dans leur projet. Elles veulent aussi souligner que le climat de grande intensité qui a prévalu tout au long de cette rencontre a contribué à favoriser les échanges entre les participantes et à assurer ainsi le succès du colloque. Nos remerciements vont également aux Éditions du remue-ménage pour leur professionnalisme et à Nathalie Bélanger qui a patiemment vérifié et, à l'occasion, complété certaines références dans les textes.

MANON TREMBLAY ET CAROLINE ANDREW

Notes

1. En fait, les ouvrages en français portent le plus souvent sur le Québec, comme Gingras, Maillé et Tardy (1989), Maillé (1990a) ou Tardy *et al.* (1982). Deux exceptions notables, où les auteures ont publié des textes en français portant en tout ou en partie sur le Canada, soit Maillé (1990b) et Tremblay et Pelletier (1995).
2. Au Canada anglais, une publication comme celle du Chilly Collective (1996) témoigne d'un climat qui en est parfois un d'hostilité envers les femmes dans les universités.

Bibliographie

- CHILLY COLLECTIVE (1996). *Breaking Anonymity. The Chilly Climate for Women Faculty*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press.
- COHEN, Yolande (dir.) (1981). *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour.
- DAGENAIS, Huguette (1987). « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 11, n° 1, p. 19-44.
- GINGRAS, Anne-Marie, Chantal MAILLÉ et Évelyne TARDY (1989). *Sexes et militantisme*, Montréal, CIDIHCA.
- MAILLÉ, Chantal (1990a). *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique*, Montréal, Saint-Martin.

_____ (1990b). *Vers un nouveau pouvoir. Les femmes en politique au Canada*, Ottawa, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, novembre.

TARDY, Évelyne *et al.* (1982). *La politique : un monde d'hommes ? Une étude sur les mairesses au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH.

TREMBLAY, Manon et Réjean PELLETIER (1995). *Que font-elles en politique ?*, Sainte-Foy, PUL.